

Nous n'avons pas de plus haute priorité commerciale.

En tant que nation dont plus du quart du PIB est généré par le commerce extérieur, le Canada a énormément profité du décuplement du commerce mondial depuis la création du GATT en 1947.

Maintenant, comme les autres pays, nous avons un fort enjeu dans l'Uruguay Round.

Le succès de ces négociations signifierait de nouvelles réductions tarifaires et un élargissement des règles du GATT pour inclure l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle.

Son échec laisserait à tout le moins le système commercial mondial dans l'impasse sur les questions essentielles; il favoriserait une nouvelle montée virulente du protectionnisme et renverserait la tendance mondiale à la libéralisation économique.

Je crois que d'importants progrès ont été réalisés dans les négociations du GATT depuis le printemps dernier. Le Canada a apporté une importante contribution à la libéralisation commerciale mondiale par son rôle dans la négociation de l'ALE et de l'ALENA. Dans les prochains mois, nous continuerons à faire notre part pour achever avec succès ce Round, qui concrétisera la libéralisation commerciale mondiale.

La promotion du commerce : des politiques axées sur les résultats

Il y a une raison fondamentale pour laquelle nous faisons tant d'efforts pour achever le Round de négociations et pour laquelle nous avons négocié les accords commerciaux. Au fond, nous croyons qu'en période de mondialisation, le commerce n'est pas un jeu à somme nulle, et que la libéralisation du commerce crée des possibilités pour tout le monde.

Bien sûr, la promotion du commerce s'impose lorsqu'il faut transformer ces possibilités en exportations pour les sociétés canadiennes.

Il est payant d'injecter des ressources pour développer le commerce, l'investissement et les alliances stratégiques. En fait, chaque dollar public que Commerce extérieur Canada consacre au développement des affaires rapporte plus d'une centaine de dollars en contrats pour l'entreprise privée. Chaque milliard de dollars d'exportations crée 15 000 nouveaux emplois pour les Canadiens.

Comment pouvons-nous nous assurer que cet investissement avantage votre société?